Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes[1]*, "Enquêter in situ par questionnaire sur une mobilisation en cours : une étude sur les Gilets jaunes", *Revue française de science politique*, 2019, n°5, Vol. 69, pages 869 à 892

Samedi 17 novembre 2018, plusieurs centaines de milliers de personnes vêtues d'un gilet jaune bloquent les routes du territoire français, au niveau des ronds-points et péages. Des manifestations ont lieu dans de nombreuses villes, et notamment à Paris, sur les Champs-Élysées. Le soir même, le ministère de l'Intérieur dénombre plus de 2 000 points de blocage et 287 710 participant.e.s. Cette mobilisation fait notamment suite à la pétition en ligne « Pour une baisse des prix du carburant à la pompe ! » lancée fin mai 2018 par Priscillia Ludosky, auto-entrepreneuse de 32 ans, résidente de Seine-et-Marne. La pétition, ensuite largement relayée sur les réseaux sociaux, atteint 200 000 signataires en quelques jours, et plus d'un million

[1] Nous tenons à remercier le comité de rédaction de la *Revue française de science politique* pour ses commentaires et suggestions.

Cet article est issu d'une enquête collective et a bénéficié de discussions aux séminaires de Bordeaux des 29 et 30 janvier et du 1er juillet 2019. Les questionnaires ont été passés par plus de 80 personnes. Ils ont été saisis puis codés, traités, et déposés par Camille Bedock, Pierre Blavier, Théo Grémion, Tinette Schnatterer, et Étienne Walker pour les informations géographiques. Une première version a été rédigée par Camille Bedock, Antoine Bernard de Raymond, Pierre Blavier, Magali Della Sudda, Théo Grémion, Emmanuelle Reungoat, Tinette Schnatterer et Étienne Walker, puis retravaillée collectivement.

aujourd'hui. Après le 17 novembre, les actions se poursuivent et perdurent encore en novembre 2019, après un an de mobilisation. Cette longévité s'accompagne d'un net recul du nombre de personnes participantes au fil du temps. La majorité des ronds-points a été évacuée à la mi-décembre 2018 par les forces de l'ordre, les blocages sont devenus sporadiques, et de nombreuses interpellations et verbalisations ont visé les participant.e.s.

La mobilisation des Gilets jaunes a surpris par son ampleur, ses formes et sa durée. Sur bien des aspects, elle questionne les analyses établies sur les mouvements sociaux. Ce mouvement social suscite de nombreuses interrogations sur sa composition, sa caractérisation et la méthodologie permettant d'en saisir au mieux la complexité. Il apparaît rapidement que la contestation des Gilets jaunes est largement portée par des personnes issues des classes populaires. Quant aux revendications des Gilets jaunes, la demande initiale d'annulation de la taxe intérieure sur la consommation des produits énergétiques (TICPE) s'est progressivement élargie à des demandes sur le pouvoir d'achat et la justice sociale, ainsi que sur la représentation et la démocratie. Cette hétérogénéité (apparente) des revendications a donné prise à [p.869] des interprétations contradictoires de cette mobilisation, tantôt vue comme réactionnaire ou populiste, tantôt comme révolutionnaire.

Le mouvement développe des revendications ainsi que des modes d'action singuliers et évolutifs. L'occupation continue des ronds-points se double souvent d'opérations péages gratuits et de blocages (routes, hypermarchés, fret, raffineries) et s'articule, dès la fin du mois de novembre 2018, à des manifestations hebdomadaires visant parfois

les lieux du pouvoir politique. Ces rassemblements du samedi, les « actes », viennent questionner les codes institués de la manifestation, n'ayant longtemps eu ni trajet déclaré, ni organisation, ni service d'ordre et aucun des attributs symboliques traditionnels de la manifestation (cortège structuré, banderoles, drapeaux...)[2]. Des assemblées citoyennes sur les ronds-points et dans les centres- villes, des pétitions, des permanences pour les personnes handicapées de même que des marchés de producteurs sont également venus enrichir le registre de l'action collective.

Une telle mobilisation soulève donc de nombreuses questions : qui sont ces « Gilets jaunes » ? Quelles sont leurs revendications ? Comment comprendre l'évolution de ce mouvement ? De très nombreuses contributions médiatiques, académiques, et plus largement intellectuelles, ont tenté d'y répondre. Certains historiens y voient une jacquerie contre l'État et le symptôme d'un déclassement[3]. La tonalité antifiscale initiale a pu donner l'impression d'un mouvement poujadiste, accréditée par le chef de l'État. De fortes similarités avec la sociologie et les revendications des Bonnets rouges en 2014 ont pu être observées, sans pour autant qu'on réduise les Gilets jaunes à un mouvement antifiscal[4]. D'autres le replacent dans la

---

[2] Olivier Fillieule et Danielle Tartakowsky, « Vers une démocratie de protestation ? », in *La manifestation*, vol. 2e éd. (Paris: Presses de Sciences Po, 2013), 55-72, https://www.cairn.info/la-manifestation--9782724614213-page-55.htm.

[3] Pierre Vermeren, *La France qui déclasse: les Gilets jaunes, une jacquerie au XXIe siècle* (Paris: Tallandier, 2019).

[4] Alexis Spire, « Voir les gilets jaunes comme des citoyens mobilisés contre l'écologie serait une erreur », *AOC media - Analyse Opinion*

continuité des luttes sociales[5]4. En remettant la question sociale au cœur de leur mouvement, les Gilets jaunes interrogent l'économie morale de notre société[6]. À bien des égards, cet événement se rapproche des luttes pour les libertés démocratiques du premier XIX[e] siècle[7]6. La dimension ultramarine d'un mouvement qui ne se réduit pas à la métropole est soulignée par Michelle Zancarini-Fournel[8]7. Certains ont vu les prémisses d'une crise plus large articulant question sociale et environnementale[9]. La demande de transformations

---

Critique (blog), 16 novembre 2018, https://aoc.media/entretien/2018/11/17/alexis-spire-serait-erreur-de-voir-gilets-jaunes-citoyens-mobilises-contre-lecologie/.

[5] Gérard Noiriel et Nicolas Truong, *Les Gilets jaunes à la lumière de l'histoire: dialogue avec Nicolas Truong* (La Tour d'Aigues: éditions de l'Aube, 2019); Sophie Wahnich, « Sans-culottes et gilets jaunes » (Paris: Seuil, 2019), 29-42; Ludivine Bantigny, « Un événement », in *Le fond de l'air est jaune : comprendre une révolte inédite*, éd. par Joseph Confavreux (Paris: Seuil, 2019), 45-56.

[6] NanterreAmandiers, « Les Gilets Jaunes, l'économie morale et le pouvoir - Samuel Hayat », Club de Mediapart, consulté le 18 mai 2020, https://blogs.mediapart.fr/edition/mondes-possibles-cycle-de-rencontres/article/070219/les-gilets-jaunes-l-economie-morale-et-le-pouvoir-samuel-hayat.

[7] Michèle Riot-Sarcey, « Les Gilets Jaunes ou l'enjeu démocratique - AOC media », AOC media - Analyse Opinion Critique, 11 décembre 2018, https://aoc.media/opinion/2018/12/12/gilets-jaunes-lenjeu-democratique/.

[8] Michelle Zancarini-Fournel, « On est en train de faire l'histoire », in *Le fond de l'air est jaune*, éd. par Etienne Balibar (Paris: Seuil, 2019), 29-44.

[9] Benoît Hazard, « La taxe carbone en question. Gilets jaunes, capitalocène et oligarchie éco-technocrate », *L'Humanité*, 7 décembre 2018, https://www.humanite.fr/la-taxe-carbone-en-question-gilets-jaunes-capitalocene-et-oligarchie-eco-technocrate-664776. ces analyses ont été confirmées par les

démocratiques, avec l'irruption du referendum d'initiative citoyenne (RIC) et la structuration des Assemblées des assemblées, a été envisagée comme une possibilité d'un municipalisme populaire[10]. Dans ce foisonnement d'interprétations, plus rares sont les analyses qui s'appuient sur des matériaux empiriques, qu'il s'agisse de sondages par téléphone auprès de personnes se considérant [p.870]

travaux du groupe « Écologie & Gilets jaunes » de notre collectif de recherche. Maxime Gaborit, Théo Grémion, et Magali Della Sudda, « La démocratie écologique : une pensée indisciplinée », in *Précarités jaunes : vers une relocalisation de la démocratie écologique ?*, éd. par Jean-Michel Fourniau et al., Colloque de Cerisy (Paris: Hermann, 2022), 293-310, https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03669569.[MàJ 2022]

[10] Laurent Jeanpierre, *In Girum: les leçons politiques des ronds-points* (Paris, France: la Découverte, 2019).

comme sympathisantes du mouvement[11], de questionnaires auto-administrés sur Facebook[12], d'analyses de données en ligne[13], de travaux quantitatifs à un niveau territorial[14] ou d'enquêtes de terrain de première main[15]. Une recension de ces recherches a été établie récemment[16]6.

---

[11] Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, « Les "gilets jaunes" : révélateur fluorescent des fractures françaises » (Paris: Fondation Jean Jaurès, 5 décembre 2018), https://jean-jaures.org/nos-productions/les-gilets-jaunes-revelateur-fluorescent-des-fractures-francaises; Yann Algan et al., « Qui sont les Gilets jaunes et leur soutien? » (Paris: Observatoire du Bien être - CEVIPOF - CEPREMAP, 14 février 2019), https://spire.sciencespo.fr/hdl:/2441/63df2gp5gr8agbbsoc8l9f6rpg/resources/qui-sont-les-gilets-jaunes-et-leurs-soutiens-1.pdf.

[12] Yann Le Lann et al., « Enquête. Les gilets jaunes ont-ils une couleur politique ? », *L'Humanité*, 19 décembre 2018, sect. Politique; Chloé Alexandre et al., « Qui sont vraiment les "gilets jaunes" ? Les résultats d'une étude sociologique », *lemonde.fr*, 26 janvier 2019, https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/01/26/qui-sont-vraiment-les-gilets-jaunes-les-resultats-d-une-etude-sociologique_5414831_3232.html.

[13] Brigitte Sebbah et al., « Les Gilets Jaunes, des cadrages médiatiques aux paroles citoyennes », Research Report (Université de Toulouse 2 Jean Jaurès, novembre 2018), https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02637928; Brigitte Sebbah et al., « Les Gilets jaunes se font une place dans les médias et l'agenda politique » (Toulouse: LERASS Laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales, 7 décembre 2018).

[14] « Le territoire des gilets jaunes | Institut des Politiques Publiques – IPP », 17 avril 2019, https://www.ipp.eu/publication/avril-2019-le-territoire-des-gilets-jaunes/.

1. [15] Benoît Coquart, « Qui sont et que veulent les « gilets jaunes » ? Entretien avec Benoît Coquard », *CONTRETEMPS* (blog), 23 novembre 2018, https://www.contretemps.eu/sociologie-gilets-jaunes/; Raphaël Challier, « Rencontres aux ronds-points », *La Vie des idées*, 19 février 2019,

Nous faisons l'hypothèse que, loin d'être un mouvement homogène aux revendications univoques, cette mobilisation regroupe des individus aux attributs différents selon les lieux de rassemblement et le moment de l'implication, qu'il s'agisse de leur profil sociologique, de leurs ressources politiques ou de leurs motivations et demandes. L'enquête *in situ* par questionnaire, répétée dans le temps, est l'outil le plus approprié pour vérifier cette hypothèse. En effet, cette méthode permet de considérer le lien entre la participation à la protestation, les profils sociaux des mobilisé.e.s, la formulation des revendications et la configuration spatio-temporelle du mouvement. À cet égard, la passation de questionnaires sur différents lieux de mobilisation (ronds-points, manifestations, assemblées générales et blocages notamment), avec leurs temporalités propres et leurs configurations territoriales spécifiques, constitue un apport précieux de l'enquête collective.

Au-delà de la caractérisation du mouvement, cette note a vocation à apporter des premiers éléments de réponses aux nombreuses interrogations suscitées par la contestation des Gilets jaunes : le mouvement s'inscrit-il dans un cycle de contestation[17] dans lequel la justice sociale et la représentation ont supplanté les thèmes

---

http://www.laviedesidees.fr/Rencontres-aux-ronds-points.html. à quoi s'ajoutent de nombreuses autres enquêtes ethnographiques encore non publiées.

[16] Bruno Cautrès, « À la recherche des invisibles », *Revue Politique et Parlementaire*, n° 1090 (2019): 15-24.

[17] Charles Tilly et Sidney G Tarrow, *Contentious politics*, 2nd éd. (New York, NY, Etats-Unis d'Amérique: Oxford University Press, 2015, 2015).

« postmatérialistes[18] » ? Faut-il y voir une proximité avec les « mouvements des places [19]», fortement marqués par les revendications d'égalité aboutissant à refuser les porte-parole ? Largement provincial, refusant le *leadership* ou la représentation par délégation, la mobilisation des Gilets jaunes ne s'apparente-t-elle pas, dans sa structuration, à ces « mouvements d'occupation », tels que les définissent Stéphanie Dechézelles et Maurice Olive[20], caractérisés par la réunion au sein d'espaces estimés stratégiques d'un public hétérogène avec un fonctionnement horizontal[21] ? Entre assemblées de [p.871] rond-point atomisées et « Assemblées des assemblées », ce mouvement participe-t-il de la « relocalisation de la politique[22] » ou sa structuration est-elle plus simplement encore en cours ?

Cette note de recherche ne pourra répondre à l'ensemble de ces interrogations. Elle s'appuie sur une enquête par questionnaire *in situ* conduite auprès des personnes ayant participé aux actions des Gilets jaunes pendant les six premiers mois de la mobilisation. Structurée en

---

[18] Ronald F. Inglehart, *Culture shift in advanced industrial society* (Princeton (N.J.), Etats-Unis d'Amérique: Princeton university press, 1990).

[19] Geoffrey Pleyers et Marlies Glasius, « La résonance des « mouvements des places » : connexions, émotions, valeurs », *Socio. La nouvelle revue des sciences sociales*, n° 2 (16 décembre 2013): 59-80, https://doi.org/10.4000/socio.393; Hélène Combes, David Garibay, et Camille Goirand, éd., *Les lieux de la colère: occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa* (Paris: Éditions Karthala, 2016).

[20] Stéphanie Dechezelles et Maurice Olive, « Les mouvements d'occupation : agir, protester, critiquer », *Politix* 1, n° 117 (12 juin 2017): 7-34.

[21] Collectif et al., « Déclassement sectoriel et rassemblement public », *Revue francaise de science politique* 67, n° 4 (24 octobre 2017): 675-93.

[22] Jeanpierre, *In Girum*.

deux temps, elle a vocation, d'abord, à clarifier les enjeux et difficultés méthodologiques inhérentes à l'enquête par questionnaire dans un mouvement social. Ces obstacles, évoqués ailleurs[23], sont exacerbés par la structure particulière du mouvement des Gilets jaunes : acéphale, refusant les formes institutionnelles de l'action protestataire, comme la déclaration en préfecture des occupations de l'espace public, cette mobilisation est à la fois nationale et disséminée sur tout le territoire. En outre, les types de rassemblement (occupations de ronds- points, manifestations, etc.) sur lesquels elle s'appuie se renouvellent dans le temps, mais de manière différenciée dans l'espace. Cette note de recherche montre ensuite comment l'utilisation de cette méthode permet à la fois d'apporter des éléments précieux pour saisir les caractéristiques sociodémographiques des personnes mobilisées, leurs propriétés politiques ainsi que leurs revendications grâce à la combinaison de questions fermées et au codage de questions ouvertes.

Notre enquête donne à voir un mouvement hétérogène rassemblant des fractions des classes populaires et des classes moyennes souvent précarisées, rejetant fortement la politique instituée, où se côtoient primo-mobilisé.e.s et engagé.e.s de longue date rompus au militantisme. La comparaison des différents types de lieux et moments de collecte permet de rendre compte de l'évolution de la mobilisation

[23] Pierre Favre, Olivier Fillieule, et Nonna Mayer, « La fin d'une étrange lacune de la sociologie des mobilisations. L'étude par sondage des manifestants : fondements théoriques et solutions techniques », *Revue francaise de science politique* 1, n° 47 (1997): 3-28.

dans la durée et dans l'espace. D'une « conscience protestataire[24]3 » contre la taxe sur les carburants à une demande de justice sociale et de réforme institutionnelle, il s'agira de rendre compte des conditions de la transformation de la cause à l'aune de l'évolution de l'engagement des participantes et participants au mouvement. [p.873]

Les difficultés inhérentes à toute enquête par questionnaire sur les Gilets jaunes

Notre parti pris a été de procéder à une enquête collective pluridisciplinaire et mobilisant différentes méthodes. Un appel ouvert a été lancé le 23 novembre 2018 sur une liste de diffusion rassemblant des collègues politistes et sociologues afin de constituer un collectif de recherche[25]. L'enquête a rapidement inclus, en plus de politistes et sociologues, des géographes, anthropologues et philosophes. Afin de faciliter le travail du collectif, une organisation par méthodes (questionnaires, entretiens approfondis, observations) et par thèmes (démocratie, écologie, genre, travail, etc.) a été décidée. L'équipe questionnaire elle-même regroupe une dizaine de personnes qui ont eu en charge l'élaboration [p.874] du questionnaire, l'harmonisation des instructions de passation, le codage des réponses et la première analyse des résultats. Elle a pu bénéficier de la participation de plusieurs dizaines de personnes pour les passations, dont des étudiant.e.s, ce qui nous a permis de rassembler 1 333 questionnaires exploitables.

---

[24] Challier, « Rencontres aux ronds-points ».

[25] Trois chercheuses CNRS du Centre Émile Durkheim, à Bordeaux (Camille Bedock, Magali Della Sudda et Tinette Schnatterer), ont lancé cet appel.

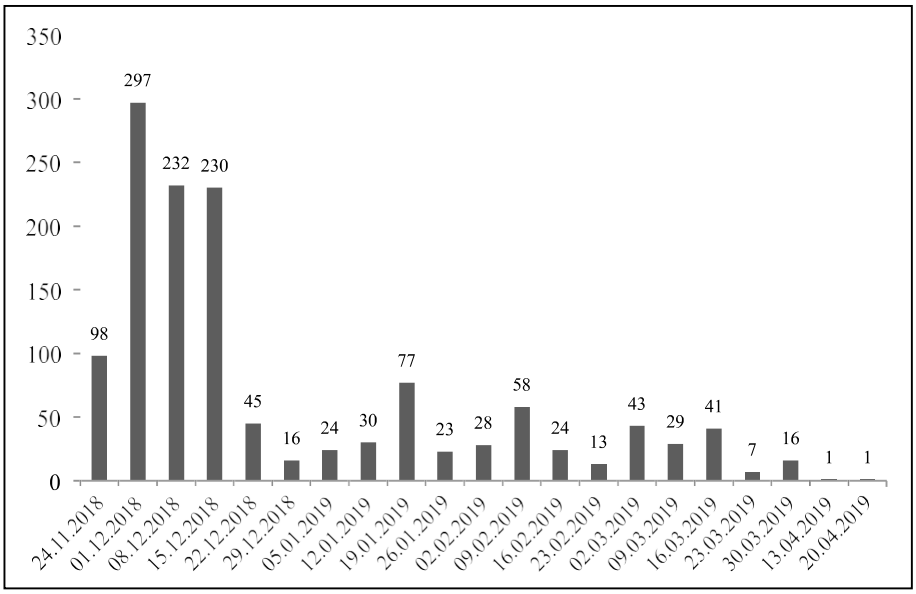
Nous développerons ici le volet de l'enquête par questionnaires standardisés passés *de visu* et *in situ*, principalement sur les ronds-points et dans les manifestations. Ce choix est le plus coûteux en termes de temps et de collecte des données, mais il est aussi celui qui assure le meilleur taux de réponses car ce type d'enquête limite les effets d'autocensure notamment associés à celles menées par courrier ou sur Internet. La passation *in situ* permet aussi de constituer une population d'individus ayant participé en actes au mouvement, à la différence des enquêtes conduites sur Internet qui dépendent des déclarations des participant.e.s quant à leur implication dans le mouvement. Ce type de passation était essentiel pour constituer un échantillon raisonné des Gilets jaunes, dans un contexte où nous ne disposions pas d'informations sur leurs caractéristiques. Peu de refus ont été opposés en contexte de ronds- points et de manifestations (13%)[26]. Ils sont à interpréter en tenant compte du contexte de passation et sont plus fréquents dans les manifestations[27]. Les caractéristiques sociales des personnes enquêtées comme de celles qui enquêtent peuvent influer sur la variation des refus. Les questionnaires analysés ont été collectés du samedi 24 novembre 2018, soit une semaine après l'acte initial du samedi 17 novembre, à début avril 2019, soit peu après la fin du Grand débat national lancé par Emmanuel Macron (voir graphique 1).

---

[26] Wolfgang Rüdig, « Assessing Nonresponse Bias in Activist Surveys », *Quality & Quantity* 44, n° 1 (1 janvier 2010): 173-80, https://doi.org/10.1007/s11135-008-9184-9.

[27] Tilly et Tarrow, *Contentious politics*.

Graphique 1. Nombre de questionnaires passés par semaine, 23 novembre 2018-20 avril 2019 (N = 1 333)



Source : Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, base de données, N = 1 333.

[p.874] L'approche par questionnaire comporte plusieurs avantages, bien cernés dans la littérature. Elle vise d'abord, en tant que méthode quantitative, à dégager des tendances sur un fait social donné. Elle peut également s'articuler au recueil de matériaux qualitatifs. Engagée au prin- temps 2019 et mobilisant ethnographie et entretiens, cette poursuite du travail – dont les résultats ne sont pas présentés ici – permettra de contextualiser les matériaux quantitatifs, de saisir la dimension biographique et spatiale de l'engagement et de mieux comprendre les tendances que l'on dégage du questionnaire.

L'enquête par questionnaire est couramment utilisée par la sociologie des mouvements sociaux pour comprendre les motivations et les

caractéristiques sociales des personnes mobilisées. Si elle a d'abord une vocation descriptive, comme le rappelle Bert Klandermans, elle trouve aussi son intérêt dans la comparaison[28]. Elle permet de comparer les participant·e·s et non-participant·e·s à un mouvement social, les participants à un même mouvement dans la durée comme dans le cas de *Freedom Summer*[29], mais encore différents mouvements sociaux, qu'ils soient nés dans le même contexte (comme les mobilisations contre les politiques d'austérité[30]) ou qu'ils se déploient dans différents espaces, tels les contre-sommets altermondialistes[31]4. La pratique d'un questionnaire standardisé, intégrant des éléments communs à d'autres enquêtes, rend possible la comparaison inter-mobilisations. B. Klandermans plaide pour cette méthode qui lui a permis de comparer différentes caractéristiques d'intensité, de composition, d'organisation et de type d'action de trois mobilisations différentes[32]. L'enquête collective coordonnée par Isabelle Sommier et

---

[28] Bert Klandermans et Jackie Smith, « Survey research : a case for comparative designs », in *Methods of social movement research*, éd. par Bert Klandermans et Suzanne Staggenborg (Minneapolis (Minn.): University of Minnesota Press, 2002), 3-31.

[29] Doug McAdam, « Recruitment to High-Risk Activism: The Case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology* 92, n° 1 (1986): 64-90.

[30] José-Manuel Sabucedo et al., « Comparing protests and demonstrators in times of austerity: regular and occasional protesters in universalistic and particularistic mobilisations », *Social Movement Studies* 16, n° 6 (2017): 704-20, https://doi.org/10.1080/14742837.2017.1338940.

[31] Éric Agrikoliansky et Isabelle Sommier, *Radiographie du mouvement altermondialiste* (Paris: La Dispute, 2005).

[32] Bert Klandermans, « A Theoretical Framework for Comparisons of Social Movement Participation », *Sociological Forum* 8, n° 3 (1993): 383-402.

Éric Agrikoliansky sur le mouvement alter- mondialiste lors du Forum social européen de 2003 a mis en évidence l'intérêt de la comparaison pour rendre compte de ces mobilisations multi-situées et transnationales.

Pourtant, l'enquête par questionnaire est relativement peu pratiquée en France pour l'analyse des mobilisations politiques, tandis qu'elle représente un cinquième des enquêtes sur les mouvements sociaux menées dans les années 1980 et 1990[33]. Aujourd'hui, c'est une méthode largement éprouvée dont Stefaan Walgrave et Joris Verhulst ont pu déterminer les conditions de représentativité en analysant de manière comparative différentes études de mouvements sociaux : privilégier les manifestations mobiles d'un point à un autre et sélectionner des individus dans le cortège afin d'atténuer le biais de représentation[34]. Cette méthode nécessite d'importants moyens pour permettre une passation dans différents points des cortèges, à différents moments de l'action et à différentes dates sur une période définie. Les principaux [p.875] enjeux posés par ce type d'enquête sont l'absence de données fiables sur la population enquêtée et leur

---

[33] John Crist et John McCarthy, « "If I Had a Hammer": The Changing Methodological Repertoire of Collective Behavior and Social Movements Research », *Mobilization: An International Quarterly* 1, n° 1 (21 février 2006): 87-102, https://doi.org/10.17813/maiq.1.1.72370r876m1k4693.

[34] Stefaan Walgrave et Joris Verhulst, « Selection and Response Bias in Protest Surveys », *Mobilization: An International Quarterly* 16, n° 2 (23 juin 2011): 203-22, https://doi.org/10.17813/maiq.16.2.j475m8627u4u8177. « Therefore, we think it is easier to sample for interviews when the crowd is moving as this transforms an erratic cluster of people into a more or less orderly cortege with a clear start and a foreseeable end », p. 208.

dépendance au contexte de passation[35], mais aussi les coûts et les barrières inhérentes à leur passation. Notre enquête a été, de fait, fortement tributaire des disponibilités des personnes qui y ont participé. La coordination d'un groupe de recherche aussi large– 88 personnes ont versé au moins un questionnaire – sans support administratif et avec des moyens limités[36] a été un enjeu à part entière de notre enquête.

On retrouve dans notre étude certaines difficultés communes à toute passation de questionnaire dans un mouvement social et d'autres liées aux spécificités des Gilets jaunes. Ainsi, nous avons d'abord dû faire face à la nécessité d'élaborer très rapidement le questionnaire en raison de la relative soudaineté de cette mobilisation et des incertitudes pesant sur son déroulement à venir. Cette difficulté a été renforcée par le fait que nous sommes un collectif de recherche éclaté géographiquement, formé *ad hoc*, avec des niveaux d'expérience très disparates. De manière à tenter d'assurer, malgré ces obstacles, une démarche et une procédure homogènes, l'élaboration du questionnaire ainsi que des consignes de passation ont fait l'objet de réunions fréquentes entre les membres de l'équipe questionnaire de façon à se coordonner sur les lieux de passation et à faire remonter les contretemps et les bonnes pratiques issues du terrain (par exemple diversifier les horaires pour les passations sur les ronds-points afin

---

[35] Bert Klandermans, « Survey Research », in *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social & Political Movements*, éd. par David A. Snow et al. (Oxford, New York: Wiley-Blackwell, 2013), https://doi.org/10.1002/9780470674871.

[36] L'enquête a bénéficié d'un financement de 20 000 euros de fonctionnement, accordé par le CNRS en décembre 2018.

d'éviter la surreprésentation de certains profils ou compter mentalement jusqu'à dix pour sélectionner une personne à enquêter dans une manifestation de manière aléatoire). Les étudiant.e.s mobilisé.e.s pour passer des questionnaires ont été formé.e.s et accompagné.e.s par une personne impliquée dans la coordination de l'équipe questionnaire. Malgré les enjeux de coordination et le fait que la participation à l'enquête ait été basée sur le volontariat et la collaboration de chercheuses et chercheurs, titulaires et non-titulaires, l'implantation géographique dispersée est aussi un atout dans l'enquête car elle permet la multiplication des points de collecte et la comparaison en tenant compte des différents espaces de mobilisation. Initié par des politistes, le questionnaire a porté sur plusieurs thèmes en reprenant les questionnaires habituels sur les mouvements sociaux et en les enrichissant de questions spécifiques : la participation au mouvement, les actions dans le mouvement et les préférences politiques, les modes de transport et des informations sociodémographiques. Le questionnaire avait la particularité de faire une large part aux questions ouvertes, portant sur les motifs de la mobilisation, l'environnement, les attentes envers le gouvernement ou l'opinion sur d'éventuels représentants. Au gré des passations et des retours de terrain, le questionnaire a légèrement évolué par la suite (ajout de certains modes d'action dans le répertoire d'actions collectives).

La littérature propose des méthodes standardisées permettant de sélectionner les répondant.e.s de manière aléatoire et donc de constituer un échantillon représentatif des personnes mobilisées. La prétention à la représentativité implique soit d'avoir suffisamment

d'informations sur la population mobilisée pour pouvoir évaluer le caractère biaisé ou non de l'échantillon, soit de procéder de manière complètement aléatoire en supposant que les enquêteurs aient pu couvrir l'intégralité du mouvement (géographiquement et dans le temps). Cela suppose également des conditions relativement uniformes de passation. Comme le notent S. Walgrave et J. Verhulst, [876] *« pour des raisons pratiques, des actions collectives massives, annoncées et pacifiques sont plus faciles à couvrir que des événements petits, non-annoncés et perturbateurs (disruptive). Les petites manifestations [...] sont plus difficiles à couvrir parce que les personnes qui enquêtent sont trop visibles. [...] Une protestation dont on estime qu'elle sera potentiellement violente ne sera pas couverte afin d'éviter de mettre en danger les enquêtrices.teurs, et quand une manifestation pacifique devient violente, l'enquête doit être interrompue immédiatement. Ce ne sont là que quelques exemples des limites concrètes de la méthode, et il faudrait certainement les explorer plus avant*[37]. »

Ainsi, la littérature sur l'échantillonnage aléatoire dans les mouvements sociaux s'applique avant tout à des manifestations classiques, avec un cortège divisé par organisations, un par- cours autorisé et clairement défini et se déroulant dans un ou plusieurs lieux

[37] Walgrave et Verhulst, « Selection and Response Bias in Protest Surveys », 219-20.

bien identifiés[38]2. Or, dans le cas des Gilets jaunes, ces conditions ne sont que très rarement réunies.

Tout d'abord, il ne s'agit pas d'une mobilisation organisée en un lieu central ou un ensemble limité de lieux (comme lorsque des organisations coordonnent des manifestations dans les grandes villes du pays), mais d'un mouvement disséminé sur des milliers de lieux de rassemblement à travers tout le territoire national. Le simple recensement des lieux de protestation s'avère complexe et fastidieux, même si les Gilets jaunes se sont efforcés de tenir à jour une carte des rassemblements. Ceci s'explique notamment par le fait que la contestation des Gilets jaunes s'est caractérisée dès le début par une diversité d'actions, avec des occupations statiques des ronds-points, dans les zones périphériques surtout périurbaines et rurales, et des manifestations, notamment dans le centre de villes plus ou moins importantes. D'un point de vue méthodologique, cela pose la question de savoir s'il vaut mieux se focaliser sur un type de rassemblement ou au contraire tenter de saisir l'ensemble des lieux de d'action. La deuxième solution – retenue par le collectif d'enquête – présente l'avantage de ne pas être en porte-à-faux en cas, d'une part, de polarisation de la mobilisation vers tel ou tel type de rassemblement au cours du temps, ou si advient, d'autre part, une diversification inattendue du répertoire d'action collective.

La répartition géographique des actions sur le territoire national a fait l'objet de différentes estimations de la part du ministère de l'Intérieur

[38] Favre, Fillieule, et Mayer, « La fin d'une étrange lacune de la sociologie des mobilisations. L'étude par sondage des manifestants : fondements théoriques et solutions techniques ».

et des médias. La page Facebook du « Nombre jaune » a diversifié les types de données, y incluant également le nombre de blessés[39]. L'une des spécificités du mouvement est sa prolongation dans la durée. Le développement dans le temps s'est accompagné d'une dramaturgie spécifique : la manifestation hebdomadaire devient un « acte » (Acte I, etc.), où chaque ville devient la scène de la contestation. Le mouvement s'est aussi multiplié dans l'espace où chaque rond-point pouvait devenir une arène à investir pour y débattre, discuter ou se retrouver, mais aussi parfois pour ralentir ou bloquer les flux. Ces caractéristiques originales ont appelé une méthodologie spécifique pour avoir une collecte de données de qualité égale dans le temps et dans l'espace. Elles invitent aussi à une certaine prudence dans l'interprétation et l'extrapolation des résultats. Le choix des communes de passation ne s'est pas fait prioritairement en fonction de la taille des rassemblements mais en fonction de la capacité des équipes à faire passer les questionnaires. Du fait de la répartition de nos équipes, nous avons choisi, puisque nous ne pouvions pas couvrir la totalité du terri- toire, de revenir sur certains lieux d'enquêtes, étant entendu que la comparabilité dans le temps ne s'est pas construite en réinterrogeant les mêmes enquêté.e.s mais en « panélisant » les lieux de la mobilisation eux-mêmes. Certains sites ont été considérés comme des points de ralliement de la contestation et ont été investigués durablement, telles les villes de Bordeaux [40] 1,

[39] https://www.facebook.com/groups/478289132699442/

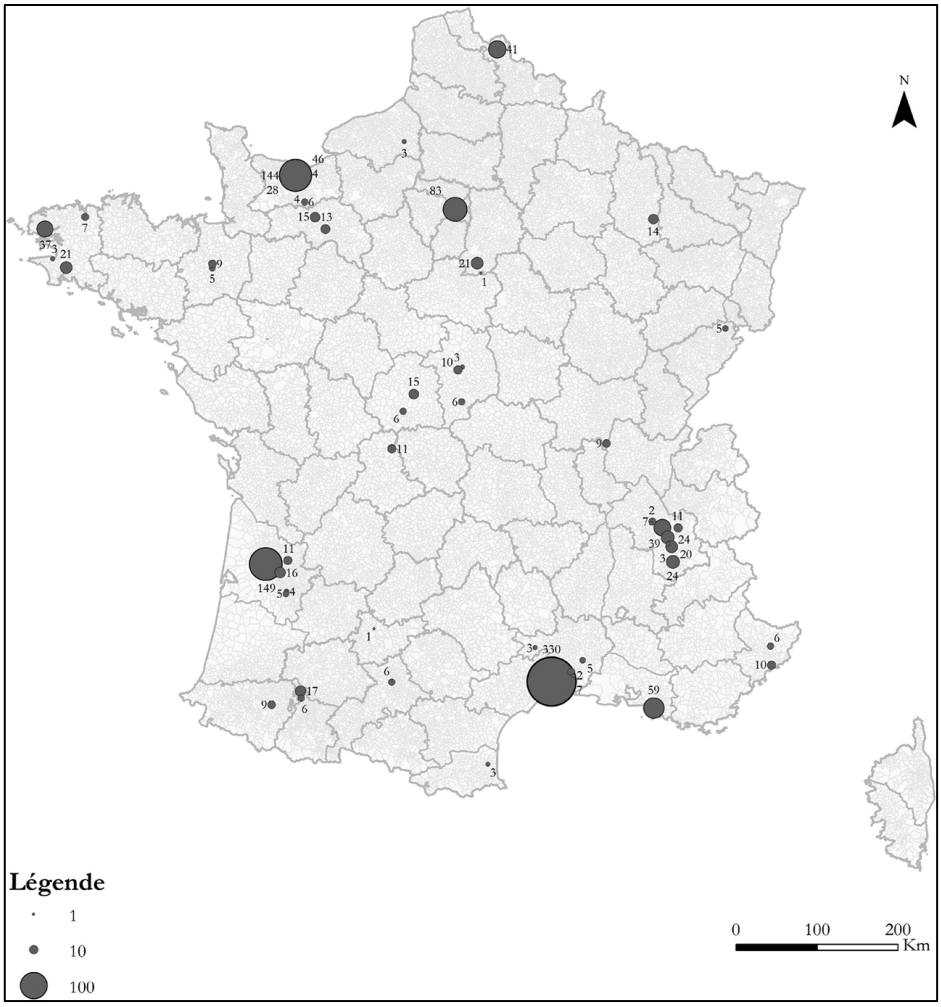
[40] Nous remercions Apolline Kaczmarek, Élie Perdrix, Elsa, Lucile Leroux pour leur aide pour les passations.

Montpellier[41], Caen, Paris ou la périphérie grenobloise[42] (voir graphique 2). Pour autant, l'enquête s'ancre dans diverses régions et départements français, de même qu'au sein de plusieurs types d'espace. Les grands pôles urbains, tels que Montpellier, Bordeaux, Caen ou Paris, où des manifestations se sont tenues de manière hebdomadaire, figurent ainsi en tête des lieux de mobilisation enquêtés. Mais des pôles urbains plus secondaires, des communes sous leur influence, voire des communes rurales, ont aussi fait l'objet de nombreuses passations, les blocages de ronds- points ayant été nombreux.

[41] Nous remercions particulièrement les étudiant.e.s de science politique de l'université de Montpellier encadré.e.s par Emmanuelle Reungoat : Justine Ajacques, Morgane Aubert, Alexandre Balsan, Ikram Belkhiri, Lina Benchekor, Laetitia Casellato, Chloe Bertomier, Mathilde Brissaud, Alicia Brunie, Damien Canavate, Robin Foulon, Anne Goerens, Ines Iborra, Wiam Koubia, Nicolas Laupie, Aurélia Libmann, Charlotte Liebrecht, Pierre Monier, Wassila Nehal, Samuel Noguera, Maïlys Papeil, Julia Pelonero, Corentin Pinel, Arthur Vancayezeele, Emma Wenckowski, Shoona Wolley, Sara Younan ainsi que Virginie Anquetin, Violette Larrieu et Alice Simon.

[42] Nous sommes conscient.e.s d'une certaine surreprésentation des urbains et des habitants des couronnes des grandes aires urbaines due à nos lieux de vie et à nos disponibilités.

Graphique 2. Répartition du nombre d'enquêtés par commune de passation (N = 1 333)



[p.877]

Ne pouvant prétendre à la représentativité des espaces investis par les Gilets jaunes[43], cette enquête appréhende cependant ses différents

[43] Représentativité qu'il nous apparaît, en l'état des connaissances sur les espaces de mobilisation des Gilets jaunes, difficile à approcher, en dépit des nombreuses cartographies ayant essaimé sur Internet dès les premières semaines du

types de lieux de mobilisation, éclairant dès lors en quoi ce mouvement emprunte au répertoire d'action collective instituée, mais participe aussi à le renouveler dans sa dimension spatiale. Si certains moments délibératifs (réunions et « cafés citoyens ») ou plus conviviaux (« goûters bisounours ») ont fait l'objet de quelques passations, nous avons privilégié les lieux d'action ou d'occupation polarisant en nombre les Gilets jaunes. Les questionnaires ont ainsi majoritairement été passés dans les manifestations (N = 755) et sur les ronds-points (N = 498), en face-à-face[44]2, donnant lieu à des passations pouvant durer de 15 à plus de 45 minutes avec chaque personne enquêtée.

Concernant les conditions de passation, il est essentiel de distinguer le cas des manifestations et celui des ronds-points. Dans le premier cas, nous avons été confronté.e.s à la violence et l'incertitude sur le parcours manifestant, ce qui a souvent contraint la passation. Ainsi, dans certains cortèges, il a été possible de mettre en pratique la passation en marchant sur différentes lignes du défilé, avec un groupe de contrôle sur le point de rassemblement où demeuraient des Gilets jaunes statiques. Dans d'autres, erratiques et fortement marqués par l'irruption de violences, il ne fut pas possible de passer le questionnaire au-delà d'un certain périmètre. Afin de contourner ces

---

mouvement, que ces cartographies reposent sur les intéressé.e.s eux- et elles-mêmes ou sur des observations policières.

[44] Au tout début de l'enquête, une dizaine de questionnaires ont été remplis par les enquêté.e.s elles-mêmes au cours des manifestations. Nous avons renoncé à ce mode d'administration pour harmoniser la procédure, les enquêteurs et enquêtrices du collectif renseignant sur papier les réponses orales des Gilets jaunes enquêté.e.s.

difficultés, nous avons progressivement concentré l'essentiel de nos passations sur le moment de rassemblement avant que le cortège ne se mette en route ; d'une part parce qu'il est beaucoup plus facile de passer des questionnaires lorsque les manifestant.e.s sont immobiles et disponibles, d'autre part parce que les violences avaient généralement lieu en fin de manifestation. Ce moment de rassemblement avait tendance à durer plus longtemps que dans d'autres manifestations (souvent plus d'une heure et demie) Nous avons alors procédé de manière aléatoire en interrogeant une personne sur dix.

Sur les ronds-points, cette stratégie ne pouvait pas s'appliquer. Souvent plus organisée, l'occupation de ronds-points donnait même parfois lieu à l'émergence de porte-parole. Certaines personnes manifestaient également leur désir de répondre et nous abordaient spontanément. Pour minimiser les biais de représentativité, les consignes étaient de recourir à la méthode aléatoire quand les enquêtés étaient nombreux. Nous sommes également revenus systématiquement, à des horaires différents, sur les mêmes ronds-points pour solliciter dans un deuxième, voire troisième temps, les personnes en retrait ou plus hostiles à la démarche. Certains ronds-points ont pu être entièrement couverts à plusieurs reprises, au sens où tous les Gilets jaunes présents ont été interrogé.e.s. Les horaires de passation ont déterminé en partie les caractéristiques des personnes répondant à l'enquête : selon l'heure et le jour, les personnes actives et inactives ne se répartissent pas de la même manière, mettant en lumière la disponibilité variable à l'engagement en fonction des contraintes matérielles et professionnelles.

Il est donc évident que nous ne pouvons pas, du fait des contraintes évoquées ici, prétendre avoir constitué un échantillon représentatif des Gilets jaunes dans une perspective à propre- ment parler probabiliste. Cependant, la combinaison de ces stratégies de passation nous a [p.877]permis de diversifier autant que possible les profils enquêtés et de minimiser l'influence de la subjectivité des chercheuses et chercheurs, dans un contexte plus général où la « population mère » ne pouvait être connue et l'échantillonnage rendu possible. Au-delà du mouvement des Gilets jaunes se pose aussi la question de l'appréhension par questionnaire de mouvements sociaux qui répondent de moins en moins au modèle de la manifestation « traditionnelle », pour laquelle les méthodes d'échantillonnage existantes ont été conçues. Faisant écho à Alain Desrosières, notre enquête s'apparente donc davantage à une monographie[45] quantitative conduite sur différents lieux de mobilisation qu'à un strict échantillon aléatoire. Étant donné que les individus mobilisés peuvent participer à plusieurs types de rassemblement (par exemple, occupation de ronds-points pendant la semaine et manifestation durant le week-end) et que l'on ne connaît pas la distribution globale de la population mobilisée entre les différents types de rassemblement, on ajoutera qu'entre les sous-corpus que nous avons été amenés à constituer, il est simplement possible d'établir des comparaisons[46]2.

---

[45] Alain Desrosières, « Comment faire des choses qui tiennent : histoire sociale et statistique », *Histoire & Mesure* 4, n° 3 (1989): 225-42, https://doi.org/10.3406/hism.1989.1358.

[46] Notons cependant que la sous-population enquêtée en ex-Basse-Normandie (N = 260) a fait l'objet d'un questionnaire comprenant des items dédiés aux différents

Indicateurs sociodémographiques : âge, sexe, statut d'activité, profession

Lancée autour de revendications centrées sur la taxe sur les carburants et le pouvoir d'achat, la mobilisation des Gilets jaunes rassemble d'abord des adultes en âge de travailler ou à la retraite. Si les moins de 30 ans sont plus faiblement représentés dans notre échantillon que les catégories d'âge supérieures, on note un certain étalement de l'âge des participants, dans les manifestations comme sur les ronds-points (voir graphique 3). Il s'agit dans les deux cas de rassemblements multigénérationnels.

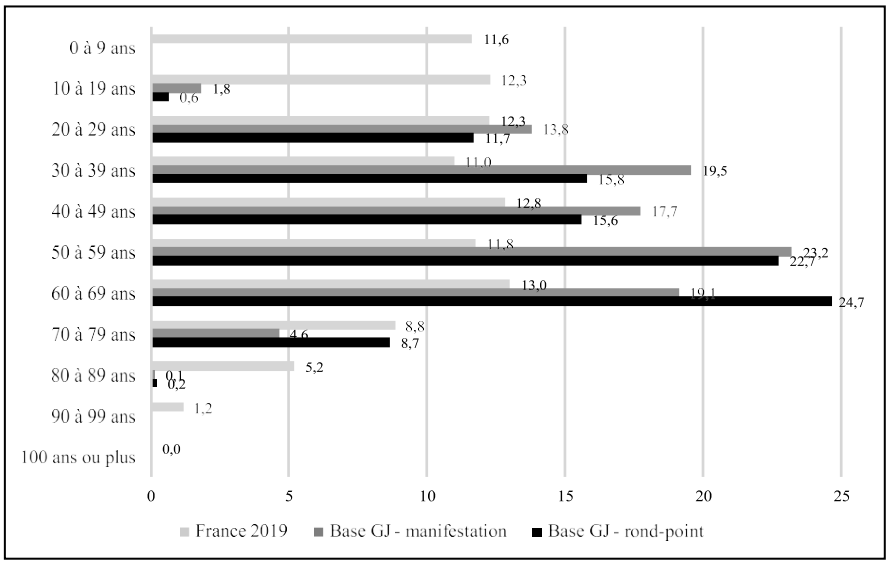
On remarque la plus forte présence des plus jeunes (17-25 ans) dans les manifestations plutôt que sur les ronds-points, qui sont en majorité étudiants, voire lycéens. On note cette arrivée début décembre 2018, ce qui correspond aux mobilisations lycéennes et étudiantes de cette période. Il faut aussi souligner la forte présence des retraités, ce qui renvoie au mot d'ordre de mobilisation pour la désindexation des pensions de l'inflation et leur plus forte taxation avec la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG). Beaucoup ont fait l'expérience de conditions de vie difficiles, soit personnellement, soit au travers de leurs enfants devenus adultes, qu'ils doivent encore régulièrement aider financièrement. Le fait que l'on trouve plus de retraités dans notre échantillon sur les ronds-points que dans les manifestations est délicat à interpréter. Nous pouvons émettre deux hypothèses

---

lieux de mobilisation déjà investis, rendant lisible leur multiplicité potentielle pour un.e même enquêté.e. Faute de place, cette multiplicité ne fera cependant pas ici l'objet de l'analyse

explicatives. Tout d'abord, ce constat peut révéler une certaine réticence à participer à des manifestations jugées dangereuses en raison des affrontements et des violences policières. Par ailleurs, il ne faut pas déconsidérer l'aspect « pratique » que représente pour des personnes âgées la mobilisation statique sur un rond-point, en comparaison de celle, par définition mobile, des manifestations de rue. Enfin, le nombre de personnes retraitées répondant sur les ronds-points peut correspondre à un biais de sélection difficile à contrôler : la population présente sur les ronds-points varie fortement en fonction des heures de la journée, de la contrainte du travail pour les actifs occupés ainsi que des contraintes familiales pour les parents ayant des enfants [878]à charge. La surreprésentation des retraité.e.s sur ce type de rassemblement peut *a minima* s'interpréter comme un indice d'un différentiel d'investissement temporel entre les différentes catégories d'âge et du rôle essentiel joué par les retraités dans le maintien d'occupations en continu.

Graphique 3. Distribution par âge sur les ronds-points et dans les manifestations (en %)



Champ : ensemble des personnes interrogées dont l'âge a pu être identifié dans les manifestations et sur les ronds-points, N = 1 173.
Lecture : dans les manifestations, 13,8 % des Gilets jaunes de l'échantillon ont entre 20 et 29 ans, contre 11,7 % sur les ronds-points.
Source : enquête collective par questionnaire sur les Gilets jaunes, recensement de l'INSEE.

Les femmes comptent pour 43 % des personnes interrogées, ce qui rapproche les Gilets jaunes d'autres mobilisations, mais le *leadership* sur certains ronds-points est exercé par des femmes. Cela contraste avec d'autres mouvements sociaux où les femmes sont sous-représentées et quasi absentes des positions de *leadership* et de représentation. Les femmes sont plus présentes dans les manifestations, où elles comptent pour 46 % des personnes répondantes, que sur les ronds-points (39 %). Enfin, il est frappant de constater que près de 5 % des personnes répondantes déclarent spontanément une situation de handicap, d'invalidité ou de maladie longue durée (d'origine professionnelle ou non). Ces premiers éléments confirment l'hypothèse selon laquelle les ronds-points et les manifestations mobilisent des populations différentes.
Le taux de chômage dans notre échantillon est de 16 %, soit beaucoup plus élevé que la moyenne nationale autour de 10 %. Sur les ronds-points, ce taux monte même à 17 %[47]. Ceci nuance une représentation

[47] À l'instar de ce qui a été dit pour les retraités, la surreprésentation des chômeurs pourrait être liée à des temps de présence plus longs sur les ronds-points par rapport aux actifs occupés. Néanmoins, le collectif Quantité critique trouve le

commune à l'égard des Gilets jaunes, selon laquelle ce mouvement exclurait les populations précaires. La précarité économique de beaucoup d'enquêté.e.s est manifeste lorsque l'on examine les revenus par foyer : 25 % d'entre eux déclarent vivre dans un foyer où le revenu est inférieur à 1 200 euros, 50 % à 2 000 euros et 75 % à 2 900 euros par mois[48].

En ce qui concerne leurs professions, les Gilets jaunes ayant répondu se composent surtout, dans l'ordre, d'ouvriers, d'employés, de petits indépendants et dans une moindre mesure de professions intermédiaires (voir graphique 4), se rapprochant ainsi des « petits-moyens[49] ».

Ce graphique compare la composition socioprofessionnelle des Gilets jaunes de chaque sexe, sur les ronds-points et dans les manifestations, par rapport à celle de l'ensemble de la population active française[50].

---

même taux à partir de données Facebook. Voir Quantité critique, « Les Gilets jaunes ont-ils une couleur politique ? », art. cité.

[48] Le revenu disponible médian d'un foyer français en 2016 était de 2 519 euros par mois, soit 30 230 euros par an. Source : INSEE, « Revenu, niveau de vie et pauvreté en 2016 », « Enquête revenus fiscaux et sociaux 2016 », 2018, en ligne : www.insee.fr/fr/statistiques/3650234 ?sommaire=3650460#titre-bloc-1. Voir aussi Samuel Depraz, « La France contrainte des Gilets Jaunes », *AOC media - Analyse Opinion Critique* (blog), 11 décembre 2018, https://aoc.media/analyse/2018/12/12/gilets-jaunes-france-contrainte/.

[49] Isabelle Coutant, « Les "petits-moyens" prennent la parole », in *Le fond de l'air est jaune: comprendre une révolte inédite*, éd. par Joseph Confavreux (Paris: Éditions du Seuil, 2019), 147-50.

[50] Ceci introduit une légère distorsion par rapport à l'« Enquête sur la formation et qualification professionnelle » (FQP) qui ne porte que sur la population active. Voir INSEE, « Malgré la progression de l'emploi qualifié, un quart des personnes

Du côté des hommes sur les ronds-points, il y a une surreprésentation des artisans (près de 11 % des présents) mais aussi des employés des services publics (« agents territoriaux » de catégorie C au premier chef), des chauffeurs et surtout des ouvriers industriels, notamment qualifiés. Ces quatre catégories comptent à elles seules pour près de 40% des hommes présents, soit à chaque fois plus du double de leur part dans la population générale, tout comme les agriculteurs (4 % contre 2 %). La forte présence des chauffeurs, surtout des routiers, renvoie aux réformes récentes concernant l'automobile et la circulation routière (prix de l'essence, réforme du contrôle technique, limitation de vitesse à 80 km/h...).

Concernant les femmes sur les ronds-points, il faut noter une surreprésentation des « personnels des services directs aux particuliers », qui participe au secteur du « *care* » pris au sens large : aides-soignantes, femmes de ménage, agentes hospitalières... La forte présence des infirmières va dans le même sens. Cela reflète en partie l'importance de ce secteur d'emploi dans la population active féminine, mais fait aussi écho à des mobilisations sectorielles en cours face à des conditions de travail dégradées[51], ou encore à la discontinuité de la relation d'emploi et les nombreux déplacements (en voiture) dans le secteur des services aux particuliers.

Dans les manifestations, les professions intermédiaires sont, pour les deux sexes, plus représentées que sur les ronds-points, tout comme les enseignants, ce qui rejoint une composition plus habituelle des

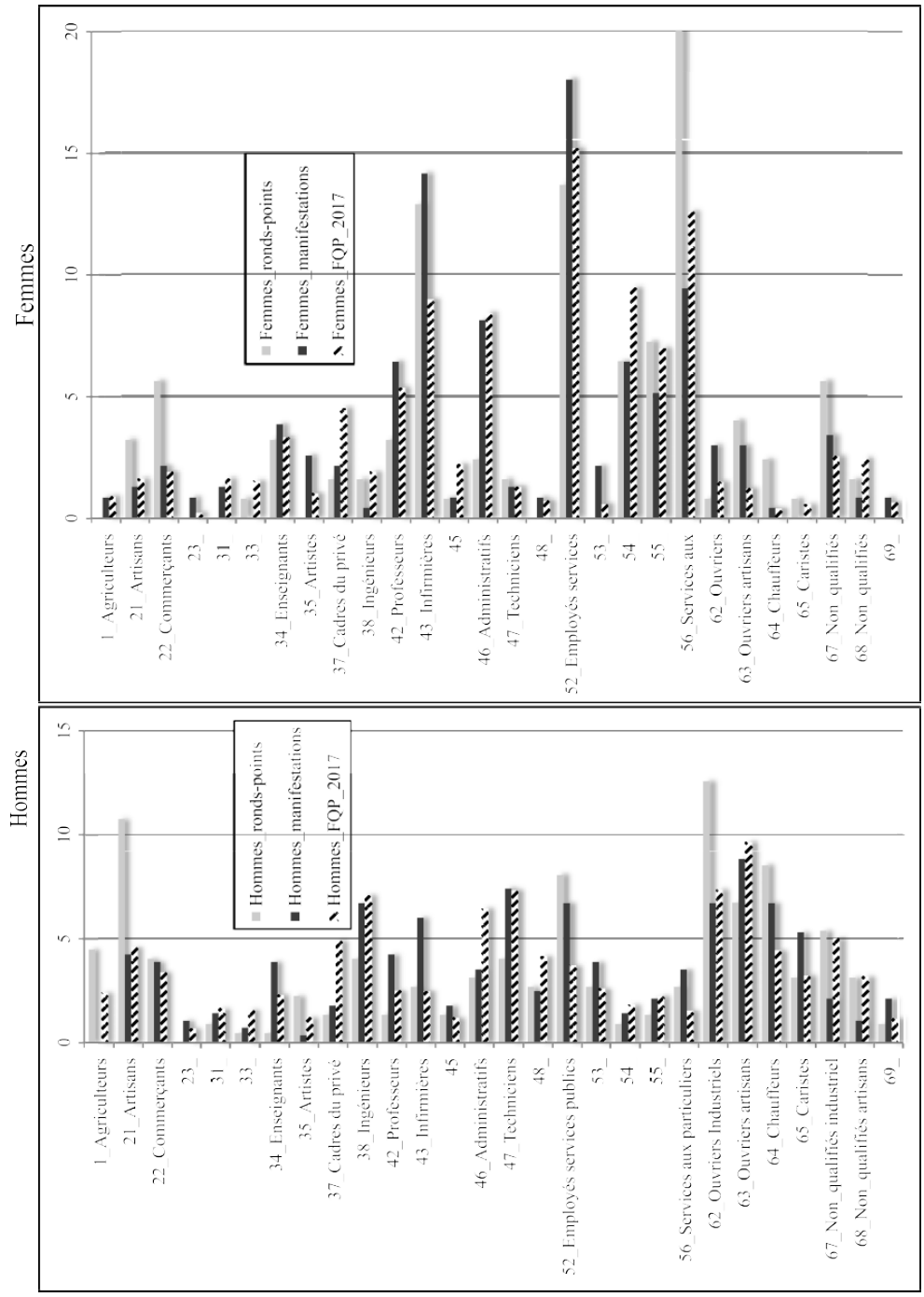
---

se sentent socialement déclassées par rapport à leur père », enquête FQP, juillet 2017, en ligne : www.insee.fr/fr/statistiques/2897850.

[51] *Ibid*.

manifestations. Cela étant, les manifestations donnent elles aussi à voir une très faible présence des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) supérieures. Notre échantillon corrobore donc l'idée que les Gilets jaunes des ronds-points et des manifestations présentent certains points communs mais relèvent de populations et sans doute de logiques d'engagement, de registres de présence et de réseaux de mobilisation en partie distincts. [881]

Graphique 4. Catégories socioprofessionnelles, sexe et sites d'action



Champ : ensemble des personnes, actives et retraitées[52] pour lesquelles les PCS (professions et catégories socio- professionnelles) à deux chiffres ont pu être identifiées, N = 863.

Source : enquête collective par questionnaire sur les Gilets jaunes.[p.882]

Alors qu'une vaste littérature souligne la « distance au politique » des milieux populaires et leur moindre degré d'engagement et de participation politique[53], ce mouvement social ras- semble des groupes sociaux qui sont habituellement moins présents dans les mobilisations collectives. Ce paradoxe apparent masque cependant la présence de nombreux individus ayant une expérience associative, militante et syndicale préalable qui vient tempérer l'idée d'une mobilisation composée uniquement de « profanes » de l'action collective.

[52] Anne-Marie Arborio, *Un personnel invisible: les aides-soignantes à l'hôpital*, 2nd éd., Anthropos (Paris: Economica, 2012).

[53] Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, *La démocratie de l'abstention: aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire* (Paris: Gallimard, 2007); Céline Braconnier, « Chapitre 5 : La politique à distance », in *Les inaudibles* (Presses de Sciences Po, 2015), 137-80, https://www.cairn.info/les-inaudibles--9782724616958-page-137.htm; Collectif Sociologie politique des élections, *Les sens du vote: une enquête sociologique, France, 2011-2014* (Paris: Presses universitaires de Rennes, 2016); Jean-Louis Briquet, Philippe Garraud, et Daniel Gaxie, éd., « Les critiques profanes de la politique : enchantements, désenchantements, réenchantements », in *Juger la politique: entreprises et entrepreneurs critiques de la politique* (Rennes: Presses universitaires de Rennes, 2001), 217-40; Daniel Gaxie, « Le cens caché: inégalités culturelles et ségrégation politique » (Paris: Éditions du Seuil, 1978); Daniel Gaxie, « Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des « citoyens » », *Revue francaise de science politique* 57, n° 6 (12 décembre 2007): 737-57.

(In)expérience militante, rapports au politique et revendications

Pour beaucoup d'enquêté.e.s, les Gilets jaunes constituent la première expérience au sein d'un mouvement social. C'est le cas de 46 % des personnes répondant sur les ronds-points, contre 29 % dans les manifestations qui sont plus fréquemment investies par des individus plus expérimentés. Grâce à la variable temporelle, on observe qu'avant le 8 décembre 2018, 49 % des personnes interrogées sont primo-manifestantes. Après cette date, le mouvement est investi par des personnes qui ont déjà pris part à des mouvements sociaux en dehors des Gilets jaunes. C'est le cas de 64 % des personnes enquêtées entre le 8 décembre et le 31 décembre et de 73 % des individus interrogés à partir de début janvier 2019.

Les personnes interrogées rejettent fortement les organisations politiques conventionnelles : elles sont respectivement 75% à considérer que les partis n'ont pas leur place dans le mouvement et 59% pour les syndicats. Ce rejet est encore plus marqué sur les ronds-points : il s'élève à 67 % pour les syndicats et à 80 % pour les partis. À l'image d'autres mouvements contemporains, tels que « les mouvements des places », ce résultat confirme que le mouvement se construit en dehors des formes instituées de la représentation. Loïc Blondiaux parle même d'une certaine « aversion à la représentation » au sein du mouvement[54], même si cette idée doit être tempérée, cette critique de la représentation ne s'accompagnant pas nécessairement d'une volonté de substituer à la représentation politique un système

[54] *Comment écouter le peuple ?* (YouTube: Le1hebdo, 2019), https://www.youtube.com/watch?v=rVagq-PE4fA.

alternatif[55] . Une atténuation de ce rejet semble s'observer au fil du temps : si 69 % des personnes interrogées avant le 8 décembre considèrent que les syndicats n'ont pas leur place, ça n'est plus le cas que de 47 % des enquêté.e.s après le 1er janvier.

Autre élément significatif tout au long de la collecte, le nombre important de personnes n'affichant aucune proximité politique (52 %)[56]. Un peu plus du tiers des Gilets jaunes interrogé.e.s (35 %) refusent de se situer sur le clivage gauche-droite. Parmi ceux qui acceptent de le faire, ils sont bien plus nombreux à se situer à gauche, entre 1 et 3 sur une échelle de 1 à 7 (44 %), qu'à droite, entre 5 et 7 sur cette même échelle (15 %), et majoritairement aux [p.883] extrémités de l'axe. De façon générale, la surreprésentation de la gauche est patente dans notre échantillon. Il peut s'agir d'un effet dû au mode de passation du questionnaire en face-à-face. En effet, des enquêtes par sondage montrent qu'il existe des différences importantes entre les enquêtes en ligne et en face-à-face en ce qui concerne l'auto-positionnement gauche-droite des enquêté.e.s et la propension à donner des réponses perçues comme intolérantes face à un enquêteur ou une enquêtrice. Utilisant le cas de l'enquête de la Commission

---

[55] Camille Bedock et al., « Une représentation sous contrôle : visions du système politique et réformes institutionnelles dans le mouvement des Gilets jaunes », *Participations* 28, n° 3 (2020): 221-46. [MàJ 2022 de la communication présentée l'AFSP 2019 Camille Bedock et al., « Au-delà de la démocratie représentative: visions du système politique et réformes institutionnelles dans le mouvement des Gilets jaunes » (15e congrès de l'Association française de science politique., Bordeaux - Sciences Po Bordeaux, 2019), 23.]

[56] La question exacte était : « Vous sentez-vous proche d'un parti ou d'une personnalité politique ? »

nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) qui publie un rapport annuel sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie à partir de données de sondages en ligne et en face-à-face en 2017 et 2018[57], Nonna Mayer montre que dans l'échantillon en face-à-face, les individus se sont davantage situés à gauche et ont été plus prompts à donner des réponses tolérantes, à l'inverse des répondant.e.s en ligne. Elle l'explique de la manière suivante : « Ce ne sont pas les mêmes personnes qui acceptent d'être interrogées en ligne et en face-à-face. Celles qui ouvrent leur porte à une enquêtrice, voire un enquêteur, sont plus confiantes, et la confiance dans les autres est plus répandue à gauche qu'à droite.» [58]

[57] Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), « Rapport sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie », 2017, en ligne : Nonna Mayer, « Qualitatif ou quantitatif ? Plaidoyer pour l'éclectisme méthodologique », *Bulletin of Sociological Methodology/Bulletin de Méthodologie Sociologique* 139, n° 1 (1 juillet 2018): 7-33, https://doi.org/10.1177/0759106318778821.racisme_2017_-_pour_impression_ok_1.pdf ; CNCDH, « La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xéno- phobie », 2018, en ligne : www.cncdh.fr/sites/default/files/23072019_version_corrigee_rapport_racisme.pdf.

[58] Nonna Mayer, « Qualitatif ou quantitatif ? Plaidoyer pour l'éclectisme méthodologique », *Bulletin of Sociological Methodology/Bulletin de Méthodologie Sociologique* 139, n° 1 (1 juillet 2018): 7-33, https://doi.org/10.1177/0759106318778821.ici p.17

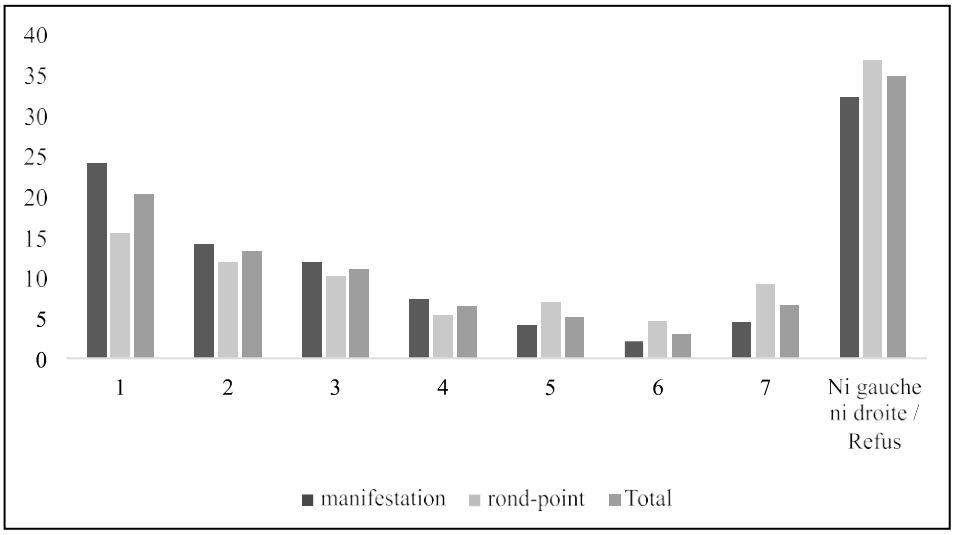
Soulignons que le collectif Quantité critique et le laboratoire Pacte[59] ont recueilli des préférences exprimées en faveur du Rassemblement national (RN) plus importantes dans la collecte en ligne que dans les données collectées en face-à-face, ce qui pourrait corroborer cette explication. Cependant, l'intérêt de cette mesure est qu'elle nous permet d'identifier les personnes qui souhaitent bien se positionner sur cette échelle : si nous ne pouvons pas savoir combien de personnes préfèrent taire leur appartenance à l'extrême droite, nous pouvons en revanche partir du principe que celles et ceux qui se placent à l'extrême droite (ou à l'extrême gauche) partagent ouvertement ces idées, ce qui permet de comparer différents sous-profils politiques.

Il faut ensuite surtout noter les différences persistantes entre les lieux de mobilisation. En effet, dans les manifestations, près de 24 % des enquêté.e.s se situent à 1, soit la position la plus à gauche, contre 15 % des enquêté.e.s sur les ronds-points. À l'inverse, sur les ronds- points, 9 % des enquêté.e.s se situent sur la position la plus à droite sur l'échelle gauche-droite tandis que cela n'est le cas que de 5 % des enquêté.e.s dans les manifestations. Dans une moindre mesure, les enquêté.e.s sur les ronds-points sont aussi plus prompt.e.s à se positionner à 5 et 6 sur l'axe gauche-droite, et encore moins nombreux ou nombreuses à se situer au centre. Trois constats ressortent donc : la forte propension à refuser de se situer sur l'échelle gauche-droite quel que soit le lieu de mobilisation, la tendance à le faire plutôt sur les extrémités de l'axe quand c'est le

[59] Le Lann et al., « Enquête. Les gilets jaunes ont-ils une couleur politique ? »; Alexandre et al., « Qui sont vraiment les "gilets jaunes" ? Les résultats d'une étude sociologique ».

cas, et la polarisation du mouvement à gauche et à l'extrême gauche notamment dans les manifestations, beaucoup plus prégnante que sur les ronds-points.[884]

Graphique 5. Positionnement gauche-droite des enquêtés selon le lieu de mobilisation



N = 923.

Lecture : dans les manifestations, 24 % des personnes enquêtées se positionnent à 1 sur l'échelle gauche-droite.

Une partie significative des Gilets jaunes est engagée ou s'est engagée dans le passé dans un parti, un syndicat ou une association. Les personnes qui ont répondu à l'enquête dans les manifestations et sur les ronds-points ne sont pas nécessairement sans ressources militantes. Parmi les personnes qui ont répondu à cette question, près de 17 % appartiennent ou ont appartenu à un parti politique, 32 % à un syndicat et 38 % à une association, sans différences très marquées entre les

différentes périodes ou selon les lieux de mobilisation. Les partis cités recoupent l'ensemble du spectre politique français à l'exception notable du centre et sans grande surprise de La République en marche (LREM) : Lutte ouvrière, le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), La France insoumise, le Parti communiste français (PCF), Europe écologie les Verts (EELV), voire le Parti socialiste (PS) ou le Parti radical de gauche (PRG) à gauche, Debout la France et l'Union populaire républicaine (UPR) pour les souverainistes, le Rassemblement pour la République (RPR) (et très rarement Les Républicains, LR) pour la droite, Front national (FN) et RN pour l'extrême droite. Chez les militants syndicaux, on retrouve de nombreux actuels ou anciens membres de la Confédération générale du travail (CGT), ainsi que d'autres organisations comme L'Union syndicale Solidaires (Sud), la Confédération française démocratique du travail (CFDT) ou Force ouvrière (FO).

Ce n'est donc pas, ou du moins pas uniquement, une mobilisation de « néophytes[60]1 », mais bien un mouvement social dans lequel se retrouvent à la fois des primo-mobilisé.e.s et des individus fortement politisés aux ressources militantes certaines, qui n'affichent pas pour autant leurs appartenances organisationnelles. Au fur et à mesure de la poursuite de la mobilisation, la part des personnes participant pour la première fois à un mouvement social [p. 886]s'est réduite, laissant une place de plus en plus importante à celles ayant une expérience préalable des mouvements sociaux. Une militante d'une organisation

[60] Mounia Bennani-Chraïbi et Mohamed Jeghllaly, « La dynamique protestataire du Mouvement du 20 février à Casablanca », *Revue francaise de science politique* Vol. 62, n° 5 (7 décembre 2012): 867-94.

de gauche, Gilet jaune depuis novembre, confesse ainsi appartenir à un parti politique mais ne pas vouloir que cela se sache. Ce constat est confirmé lorsque l'on examine les registres de mobilisation collective revendiqués par les enquêtés (voir tableau 1).

Tableau 1. Registres des mobilisations collectives selon la période de mobilisation (en %)

"A déjà fait"	Avant le 8 décembre	8 décembre - fin décembre	A partir du 1er janvier	Ensemble	*Nombre total d'interrogés*
Manifester	85	91	**96**	91	*997*
Voter	74	74	**81**	77	*697*
Signer une pétition	68	75	**80**	74	*938*
Participer à un blocage	59	55	**65**	59	*995*
Consommer autrement	54	59	**68**	60	*985*
Participer à une grève	39	**50**	**50**	47	*857*
Boycotter les grandes surfaces	40	48	**55**	48	*988*
Faire une opération péage gratuit	**40**	38	32	37	*939*
Coller des autocollants et des affiches	25	29	**45**	31	*993*
Porter un gilet jaune au quotidien	21	**33**	16	26	*925*
Occuper un bâtiment administratif	16	21	**30**	22	*937*
Manifester à Paris	9	**24**	21	19	*1007*
Ecrire des slogans sur les murs	8	13	**17**	13	*942*
Refuser de payer ses impôts	7	7	8	8	*949*
Provoquer des dégâts matériels	5	6	4	5	*988*

Note : lorsque les différences entre les périodes sont statistiquement significatives, il est indiqué en gras la période au cours de laquelle la proportion la plus forte d'enquêtés indique avoir « déjà fait » une pratique donnée.

Qu'il s'agisse du vote, de diverses formes de mobilisation protestataires (la manifestation, la grève, la pétition, coller des affiches ou peindre des slogans) ou de la promotion de modes de consommation alternatifs (boycott, consommer autrement), on constate que plus le mouvement avance dans le temps, plus les enquêtés ont déjà eu recours à divers registres de mobilisation

collective. Au contraire, les modes de mobilisation caractéristiques des Gilets jaunes (opérations péages gratuits, blocages, port du gilet jaune au quotidien) ont plus souvent été cités comme « déjà employés » par les personnes enquêtées avant le 8 décembre ou le 1er janvier 2019.

À titre de comparaison, d'après les données du *European Value Survey* de 2008 en France, 68 % des Français avaient déjà signé une pétition, 44 % avaient déjà participé à une manifestation, 9 % avaient déjà occupé un bâtiment[61]1. Un tiers des Français.e.s indique avoir déjà [p.887] participé à une grève[62]1. Hormis pour les manifestations (parfois pour la première fois avec les Gilets jaunes), les chiffres enregistrés avant le 8 décembre sont relativement proches de cette moyenne. En revanche, pour les personnes interrogées après le 1er janvier, ils s'en éloignent cette fois très fortement. Cet écart peut être expliqué par deux évolutions : les participant.e.s élargissent la palette de leurs modes d'action au fur et à mesure que le mouvement se développe et, en même temps, des personnes rompues à l'action protestataire arrivent au sein du mouvement.

Nous avons également posé trois questions ouvertes en début de questionnaire. L'une portait sur les raisons de la présence des mobilisé.e.s (« Pourquoi manifestez-vous aujourd'hui ? »), la deuxième sur leurs revendications (« Quelles mesures le gouvernement devrait-il prendre pour que vous trouviez que le

---

[61] Voir http://zacat.gesis.org/webview/index.jsp?object=http://zacat.gesis.org/obj/fCatalog/Catalog5.

[62] Sondage BVA, « Les Français et la grève », avril 2018, en ligne : www.bva-group.com/sondages/ les-salaries-et-la-greve/.

mouvement est un succès ? ») et la troisième sur l'enjeu environnemental (« Certaines personnes défendent la hausse prévue des taxes sur les carburants pour des raisons écologiques. Que leur répondez-vous ? ») qui sont ici analysées pour un échantillon de 927 enquêté.e.s (voir tableau 2). Les réponses à ces questions ont fait l'objet d'un codage inductif le plus fin possible, regroupé par la suite dans des catégories plus générales. Trois enjeux sous-tendent l'étude de ces questions ouvertes : premièrement, saisir les raisonnements mis en avant par les personnes interrogées ; deuxièmement, quantifier la distribution parmi les Gilets jaunes interrogés de ces schèmes de discours ; et troisièmement, relier ceux-ci avec des caractéristiques des répondant.e.s (engagement/opinion politique, âge, classe sociale).

L'amélioration du pouvoir d'achat est l'enjeu le plus cité spontanément. Mentionné par 41 % des enquêté.e.s dans les revendications, il joue un rôle encore plus important quand on aborde les motifs de leur mobilisation (66 %). Autre différence observée dans les réponses aux deux premières questions ouvertes : les déclarations contre le gouvernement sont, à l'inverse, plus nombreuses parmi les revendications (31 %)[63] que parmi les motivations pour se mobiliser (17 %). Pour les autres catégories de réponse nous observons des fréquences comparables pour les deux premières questions, avec des critiques envers les institutions politiques, voire des demandes de réformes institutionnelles (respectivement 27 % et 31 %), des plaintes relatives à des inégalités sociales et des demandes de justice sociale et fiscale (26 % dans les deux cas) ainsi que quelques mentions de l'état des services publics (4 %/2 %). On note que 9 % des enquêté.e.s

[63] Notamment à travers la réponse « que Macron/le gouvernement démissionne ».

disent être là par solidarité avec « les personnes précaires » ou « les générations futures ».

Les raisons de la présence et les revendications des participant.e.s varient légèrement entre les différents lieux de mobilisation. Le pouvoir d'achat est moins mentionné dans les manifestations que sur les ronds-points, où on évoque également davantage les fins de mois difficiles. Dans les manifestations, les répondant.e.s se prononcent plus souvent contre les inégalités sociales et fiscales dans un discours plus général et sont plus nombreux à dénoncer le gouvernement. Ces résultats restent stables durant la période qui précède l'évacuation de la majorité des ronds-points par les forces de l'ordre. [888]

Tableau 2. Motifs de mobilisation et revendications des Gilets jaunes interrogés selon le lieu de passation de questionnaire[64]

[64] Nous avons compté les marches citoyennes dans la catégorie manifestation. Les autres lieux de passation qui ne sont pas détaillés dans le tableau à cause de leurs faibles effectifs sont les péages et les réunions.

	Pouvoir d'achat	Réformes institutionnelles	Inégalités et injustices	Antigouvernement	Services publics
Revendications sur les ronds-points	43%	27%	22	28	2
Revendications dans les manifestations	37	35	31	34	3
Ensemble des revendications	41	31	26	31	2
Motif de mobilisation sur les ronds-points	65 %	22 %	13 %	22 %	5 %
Motif de mobilisation dans les manifestations	49 %	26 %	19 %	31 %	3 %
Ensemble des motifs	57 %	27 %	26 %	17 %	4 %

Champ : ensemble des réponses, N = 927.

Source : enquête collective par questionnaire sur les Gilets jaunes.

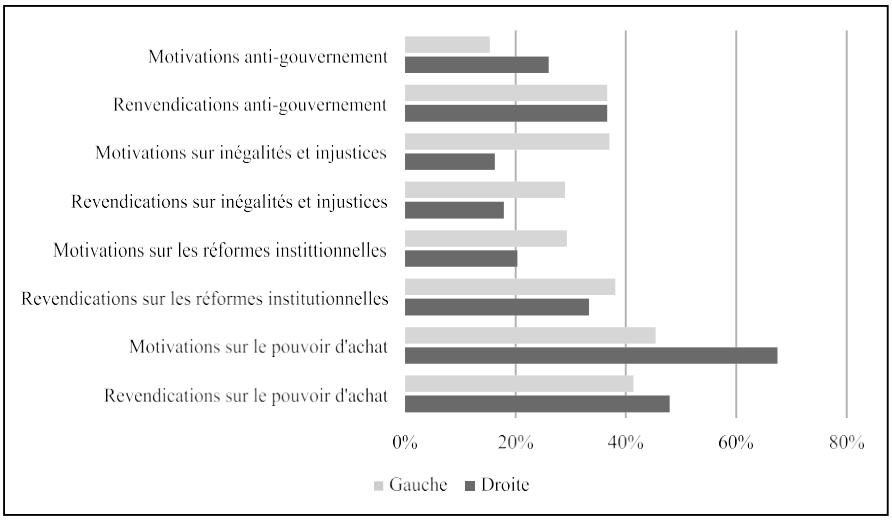
La question se pose alors de savoir si les différences observées entre les deux lieux de mobilisation, en termes de motivations et de revendications, peuvent, au moins en partie, être expliquées par l'orientation politique des enquêté.e.s. Autrement dit, il s'agit de savoir si des différences systématiques entre les motivations et revendications des deux camps politiques existent quand les personnes se positionnent clairement à gauche ou à droite.

Le graphique 6 (voir ci-dessous) représente exclusivement les enquêté.e.s qui se sont placés entre 1 et 2,5 (gauche) et entre 4,5 et 7 (droite) sur notre échelle gauche-droite. Nous y retrouvons en effet quelques différences observées entre manifestations et ronds-points. Les enquêtés se positionnant à droite mentionnent plus l'enjeu du

pouvoir d'achat, ceux se positionnant à gauche les thèmes de l'inégalité et de l'injustice (sociale et fiscale). Concernant les déclarations d'hostilité envers le gouvernement (répondant.e.s ayant déclaré spontanément souhaiter que le gouvernement/Macron démissionne), nous observons là encore une différence en fonction de l'auto-référencement des enquêtés : ce motif de mobilisation s'avère en effet plus présent chez les personnes qui se déclarent de droite. Il existe donc un lien entre lieu de mobilisation, orientation politique et revendications/motivations des personnes enquêtées. Nous observons également des différences dans le temps (voir graphique 7).

La moindre centralité du pouvoir d'achat comme motif principal de mobilisation pourrait s'expliquer par différents éléments. Le premier vient du fait que, puisque la majorité des ronds-points a été évacuée mi-décembre par les forces de l'ordre, les manifestations ont pris le dessus (dans le mouvement et dans notre population). Le deuxième pourrait venir de l'arrivée progressive et nombreuse de personnes qui se déclarent d'extrême gauche dans le mouvement et dans notre échantillon. Si les deux facteurs sont certainement à prendre en compte pour la compréhension du changement des motivations et revendications dans le temps, un troisième concerne un processus d'apprentissage politique observé chez les [p.888] participant.e.s au mouvement. De premiers entretiens qualitatifs tendent en effet à montrer qu'une part importante des personnes rencontrées soulignent avoir gagné des connaissances, en particulier sur le fonctionnement du système politique au cours du mouvement. Cet apprentissage pourrait notamment être à l'origine de la hausse des préoccupations institutionnelles depuis la fin décembre 2018.

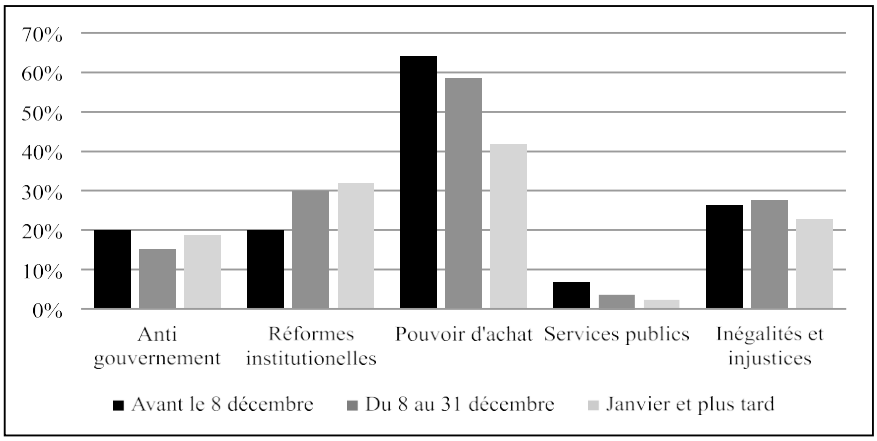
Graphique 6. Motivations et revendications des Gilets jaunes enquêté.e.s et s'étant positionné.e.s sur l'axe gauche-droite



Champ : ensemble des réponses, N = 927.

Source : enquête collective par questionnaire sur les Gilets jaunes.

Graphique 7. Évolution des motivations des Gilets jaunes enquêté.e.s par période



Champ : ensemble des réponses, N = 927.

Source : enquête collective par questionnaire sur les Gilets jaunes. [890]

*

* *

Cette note de recherche offre une réflexion méthodologique sur les usages et les limites de l'enquête par questionnaire pour appréhender un mouvement social dont les caractéristiques échappent aux typologies habituelles. En complément d'autres méthodes ethnographiques – entretiens approfondis et observations –, les questionnaires ont permis d'établir une base de données livrant des éléments d'objectivation sur les caractéristiques et les motivations des enquêté.e.s.

Le répertoire d'action original du mouvement a mis en évidence des usages distincts de l'espace public par des groupes sociaux différents selon le moment et le type d'action – manifestation et rond-point. Les individus impliqués dans le mouvement ne sont pas les mêmes au cours du temps : ceux-ci sont de plus en plus dotés de ressources politiques et militantes au fur et à mesure du temps et sont davantage rompus à l'action protestataire. Ces éléments viennent confirmer notre hypothèse principale, qui postulait la diversité des profils socio-démographiques et des revendications des participant.e.s dans le mouvement des Gilets jaunes selon les lieux de mobilisation et le moment de l'implication.

La collecte des questionnaires a d'abord permis d'identifier certaines caractéristiques socio- logiques des personnes mobilisées : il s'agit de femmes et d'hommes majoritairement issus de certaines fractions des classes populaires et moyennes (qu'il s'agisse des routiers, des infirmières, des fonctionnaires de catégorie C par exemple) et concernés par les fins de mois difficiles. Ce mouvement intègre aussi

beaucoup de personnes directement ou indirectement confrontées au handicap ou à des pathologies invalidantes.

Les personnes mobilisées qui ont répondu, dont près de la moitié étaient primo-manifestant.e.s au début du mouvement, ne sont pas pour autant des profanes. Si nombre d'entre elles déclarent que ni les partis, ni les syndicats n'ont leur place dans le mouvement, beaucoup appartiennent ou ont appartenu à ces organisations. Sur les ronds-points plus encore que dans les manifestations, le refus de se positionner politiquement prédomine. Quand une préférence politique s'exprime, elle est plus marquée à gauche qu'à droite, tandis que le centre n'est presque jamais mentionné. Notre enquête montre aussi que, si la mobilisation a pour premier motif et première revendication le pouvoir d'achat, la centralité de cette demande tend à s'estomper au cours du temps alors que des enjeux comme les réformes des institutions gagnent en importance. Ces résultats suggèrent qu'un processus de politisation est à l'œuvre au sein du mouvement, à la fois du fait de l'arrivée d'individus de plus en plus dotés en ressources militantes et du fait de la mise à l'agenda militant de propositions comme celle du RIC qui viennent se substituer partiellement aux mots d'ordre initiaux.

Au-delà de ces premiers résultats, cette base offre de nombreuses possibilités pour de futures recherches. À notre connaissance, et malgré la pléthore d'enquêtes qualitatives et quantitatives ayant eu lieu sur le mouvement des Gilets jaunes, notre étude est la seule à se baser sur une administration *in situ* et en face-à-face sur une durée de plus de quatre mois. D'abord, elle permet de comparer nos résultats avec ceux obtenus par d'autres enquêtes, qu'il s'agisse d'individus

actifs sur les réseaux sociaux ou de personnes qui se reconnaissent ou soutiennent plus simplement le mouvement sans y participer. Les questionnaires en ligne conduits sur Facebook par Pacte ou Quantité critique au début du mouvement donnent à voir des populations qui se recoupent en partie mais ne sont pas identiques. Par exemple, si 38 % de nos enquêté.e.s nous indiquent avoir entendu parler de l'action à laquelle ils participent *via* Facebook, beaucoup citent d'autres sources, suggérant bien que les participant.e.s aux différentes enquêtes ne sont pas les mêmes personnes. Ce constat pourrait expliquer pour- quoi ces mêmes enquêtes enregistrent une plus forte présence encore d'individus ne se situant pas sur l'échelle gauche-droite ou certaines différences sociologiques entre ces différentes sous-populations. La base offre aussi la possibilité de comparer les participant.e.s dans le temps et dans l'espace au sein du même mouvement – ce que nous n'avons qu'esquissé ici –, tout comme il permet de confronter leurs caractéristiques avec celles des participant.e.s à d'autres mouvements sociaux, empruntant à d'autres échelles et espaces et portant par exemple sur les questions fiscales ou démocratiques.

Enfin, et même s'il faut garder en tête les limites de l'enquête dues au caractère éclaté du mouvement comme du collectif mais aussi aux difficultés de passation sur le terrain, nous espérons que cette étude inspirera d'autres réflexions méthodologiques sur la manière d'enquêter à chaud, *in situ*, par questionnaire, dans un contexte où les mouvements sociaux tendent de plus en plus à prendre des formes horizontales et à être de moins en moins structurés par les organisations traditionnelles. Comme nous l'avons montré, ces évolutions rendent les bonnes pratiques méthodologiques identifiées

par la littérature traditionnelle plus difficiles à appliquer. Quoiqu'il en soit, les questionnaires sont des portes d'entrée fécondes pour aborder des questionnements plus spécifiques comme le rapport au politique, les conditions de vie ou la dimension spatiale des mouvements sociaux. Les limites de l'enquête par questionnaire ont ainsi vocation à être surmontées grâce au croisement avec les données qualitatives issues de l'enquête en cours sur des questions plus spécifiques. En l'espèce, ces données permettent d'éclairer les tendances statistiques par le vécu des protagonistes. La réflexion méthodologique sur les effets du mouvement social sur des participant.e.s aux expériences et ressources différentes sera développée dans une enquête ultérieure. En particulier, les incidences biographiques *du* mouvement et la politisation *par* le mouvement invitent à prolonger l'enquête et à croiser les méthodes afin de saisir la singularité ou la similarité des Gilets jaunes avec d'autres mouvements sociaux. Outre ces dimensions sociales et poli- tiques dont notre enquête tente de rendre compte, les Gilets jaunes posent à nouveaux frais la question de la division sociale de l'espace et des luttes pour son appropriation. Au-delà du cas des Gilets jaunes, cette note s'inscrit dans un débat plus large sur les conditions inhérentes à l'enquête à chaud par questionnaire.

***Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes**

Arsinée André, volontaire en service civique ; **Camille Bedock**, chargée de recherche, CNRS, Centre Émile Durkheim ; **Zakaria Bendali**, doctorant en sociologie, CRAPUL ; **Antoine Bernard de Raymond**, chargé de recherche, INRA, Irisso, université Paris-Dauphine ; **Anne-Gaëlle Beurier**, étudiante, Sciences Po Saint-

Germain-en-Laye ; **Pierre Blavier**, chargé de recherche, CNRS, Clersé ; **Loïc Bonin**, masterant, ENS ; **Amaïa Courty**, doctorante en science politique, Centre Émile Durkheim ; **Magali Della Sudda**, chargée de recherche, CNRS, Centre Émile Durkheim ; **Gauthier Delozière**, masterant, Sciences Po Paris ; **Christèle Dondeyne**, maîtresse de conférences, LABERS, université de Bretagne occidentale ; **Charif Elalaoui**, doctorant en sociologie, CERReV, université de Caen Normandie ; **Fabrice Flipo**, professeur de philosophie, Institut Mines-Télécom BS/LCSP, université de Paris ; **Camille Frémont**, docteure en sociologie, CERReV, université de Caen Normandie ; **Maxime Gaborit**, doctorant en science politique, université Saint-Louis, Bruxelles ; **Antonin Girardin**, doctorant en géographie, Espaces et Sociétés ; **Theo Grémion**, masterant, EHESS ; **Pierre Guillemin**, doctorant en géographie, Espaces et Sociétés, université de Caen Normandie ; **Métilde Havard**, doctorante en géographie, ESO-Caen ; **Mila Ivanovic**, docteure en science politique ; **Damien Larrouqué**, post-doctorant INAP, université du Chili ; **Alix Levain**, chargée de recherche, CNRS, AMURE ; **Pauline Liochon**, masterante IOES, Paris Dauphine, EHESS, MINES ParisTech ; **Frédéric Neyrat**, professeur de sociologie, DySoLab, université de Rouen ; **Lucas Ormiere-Noblet**, doctorant en science politique, Centre Émile Durkheim, Sciences Po Bordeaux, Universidad Autónoma, Madrid ; **Laura Pauchard**, ingénieure d'études, Espaces et Sociétés, université de Caen Normandie ; **François Pigot**, masterant, Sciences Po Bordeaux ; **Emmanuelle Reungoat**, maîtresse de conférences, CEPEL, université de Montpellier ; **Tinette Schnatterer**, chargée de recherche, CNRS, Centre Émile Durkheim ; **Ludwig Spéter Lejeune**, masterant, université Paris I Panthéon-Sorbonne ; **Floriane Soulié**, doctorante en science politique, université Paris I Pan- théon-Sorbonne ; **Alfieri Valeria**, doctorante en science politique, université Paris I Panthéon-Sorbonne ; **Étienne Walker**, maître de conférences, Espaces et Sociétés, université de Caen Normandie.